

Indicateurs économiques et sociaux en Auvergne-Rhône-Alpes

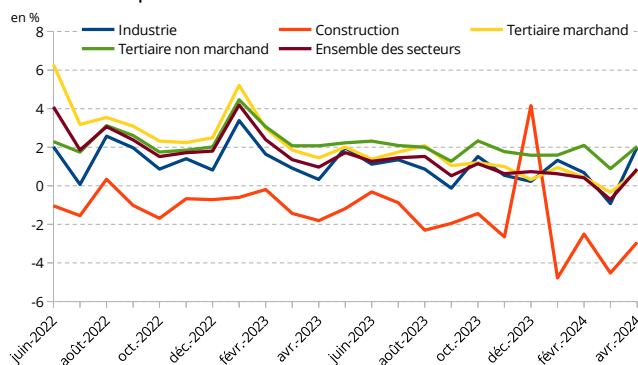
DONNÉES ENTREPRISES

Estimé à partir des informations déclarées dans la déclaration sociale nominative (DSN), le volume d'heures rémunérées par les entreprises permet d'apprécier le niveau d'activité dans la région.

Selon cet indicateur, l'activité économique régionale reprend en avril 2024 après un mois de baisse (+0,9 % par rapport au même mois de 2023, après -0,7 % en mars). L'activité augmente dans l'ensemble des secteurs sauf dans la construction où elle diminue de 2,9 %. Elle progresse plus fortement dans l'industrie et les services non marchands (+2,0 %) et plus modérément dans les services marchands (+0,7 %).

Hausse de l'activité pour l'ensemble des secteurs sauf la construction

Évolution en glissement annuel du volume d'heures rémunérées par secteur

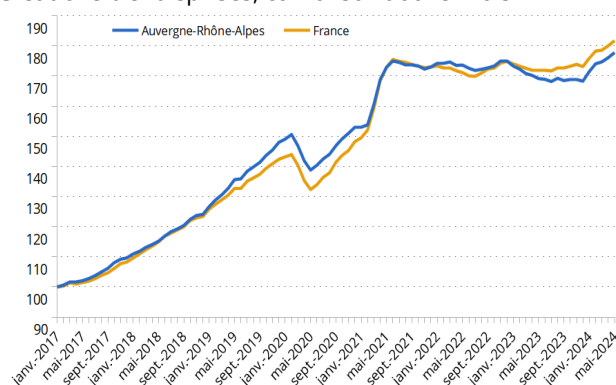


Source : DSN, traitements Insee - glissement en % - données mensuelles au 27 juin 2024.

Le nombre de créations d'entreprises mensuelles croît au 1^{er} trimestre, avec 35 700 créations. Ce nombre recule légèrement en mai avec 32 100 créations sur les trois derniers mois. Au final, avec 127 700 entreprises enregistrées sur une année glissante en mai, le volume de nouvelles entités reste à un niveau élevé par rapport à la période d'avant-crise sanitaire.

Les créations d'entreprises augmentent début 2024

Créations d'entreprises, cumul sur douze mois



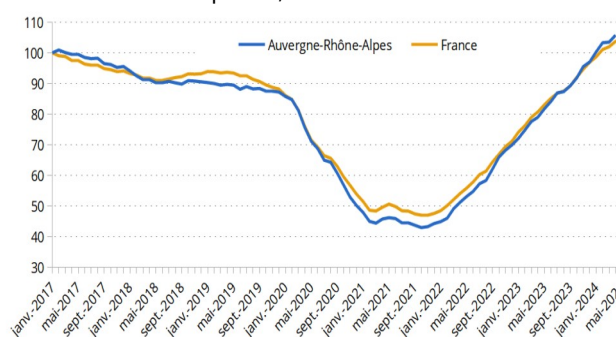
Note : Depuis le 1^{er} janvier 2023, les formalités de création d'entreprises doivent obligatoirement s'effectuer sur le guichet électronique des formalités d'entreprises. Ce changement important fragilise temporairement le suivi mensuel des créations d'entreprises, en raison notamment d'une modification des délais d'enregistrement des déclarations dans le répertoire Sirene.

Source : Insee, données brutes mensuelles consultées au 27 juin 2024 (base 100 au 1^{er} janvier 2017 - cumul sur 12 mois).

Les défaillances d'entreprises sont en hausse depuis septembre 2021. En cumul annuel, elles sont au nombre de 7 200 en avril 2024, soit un niveau équivalent à celui de l'été 2016.

La reprise des défaillances d'entreprises se poursuit

Défaillances d'entreprises, cumul sur douze mois



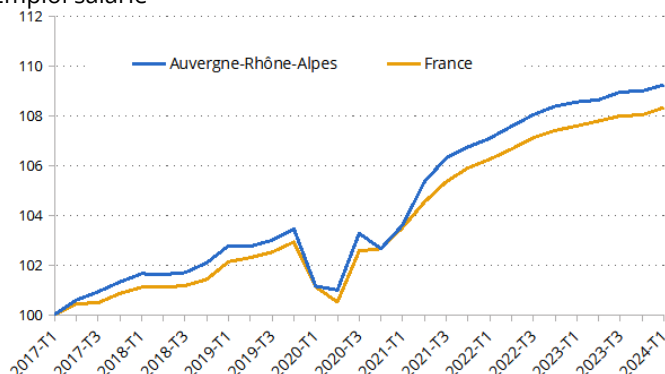
Source : Fiben, Banque de France, données brutes mensuelles consultées au 27 juin 2024 (base 100 au 1^{er} janvier 2017 - cumul sur 12 mois).

EMPLOI SALARIÉ

Avec 7 500 salariés de plus, l'emploi dans la région progresse légèrement au 1^{er} trimestre 2024 (+0,2 %), après +0,1 % le trimestre précédent.

L'emploi augmente légèrement en début d'année

Emploi salarié

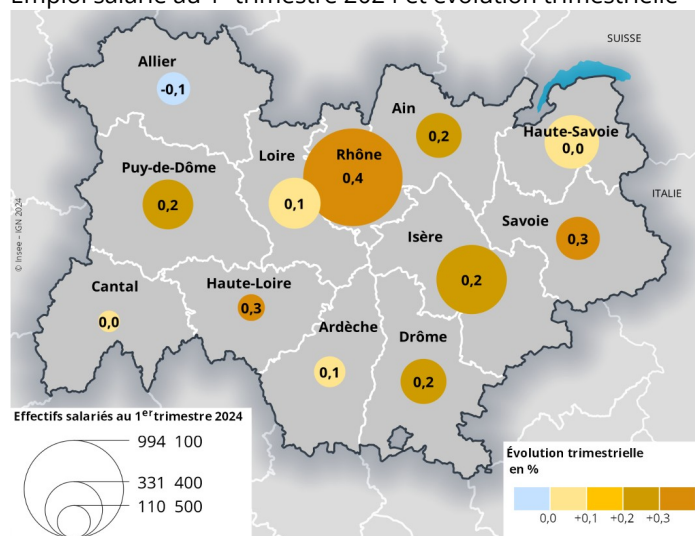


Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee, données trimestrielles arrêtées fin juin 2024 (base 100 au 1^{er} trimestre 2017).

L'emploi augmente légèrement dans le Rhône (+0,4 %), en Savoie et en Haute-Loire (+0,3 %). Il se replie dans l'Allier (-0,1 %) ; il est stable dans le Cantal et en Haute-Savoie et augmente modérément dans les autres départements.

Emploi : légère augmentation dans la plupart des départements

Emploi salarié au 1^{er} trimestre 2024 et évolution trimestrielle



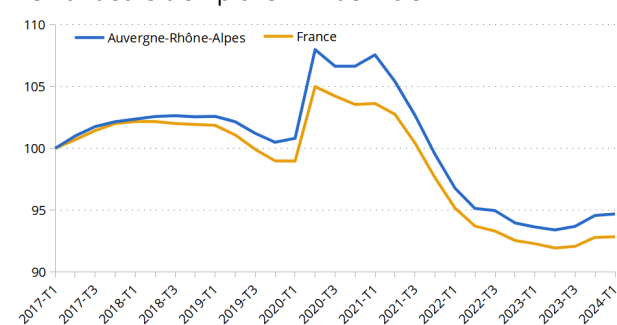
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee, données trimestrielles arrêtées fin juin 2024.

MARCHÉ DU TRAVAIL

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A, B et C croît légèrement au 1^{er} trimestre 2024. Avec 596 000 demandeurs d'emploi, le niveau actuel est équivalent à celui de 2015 mais reste inférieur de 5,3 % au niveau d'avant-crise sanitaire.

596 000 demandeurs d'emploi de catégorie A, B et C

Demandeurs d'emploi en fin de mois

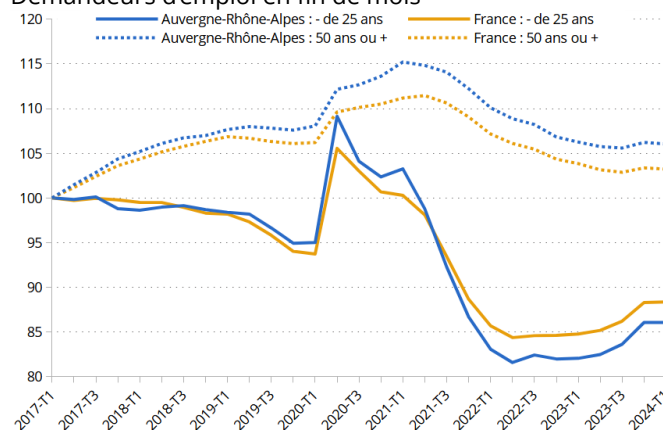


Sources : France Travail, DARES, STMT – demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO (base 100 au 1^{er} trimestre 2017).

La demande d'emploi des jeunes de moins de 25 ans stagne au premier trimestre 2024 par rapport au trimestre précédent avec 74 100 demandes, soit un niveau équivalent à fin 2021. Celle des seniors de plus de 50 ans diminue faiblement après une légère remontée en fin d'année 2023.

La demande d'emploi des jeunes se stabilise

Demandeurs d'emploi en fin de mois

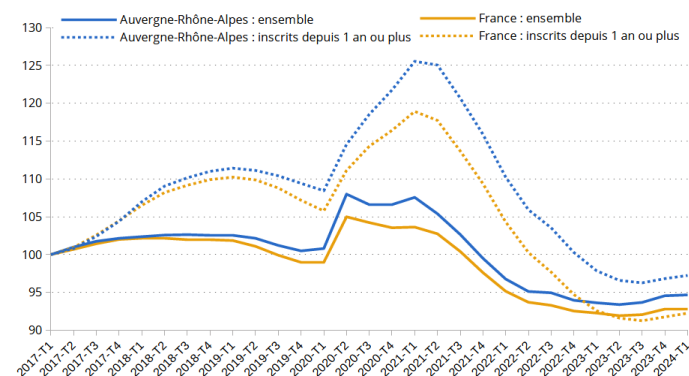


Sources : France Travail, DARES, STMT – demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO (base 100 au 1^{er} trimestre 2017).

Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée progresse de nouveau pour le deuxième trimestre d'affilée, après une baisse continue depuis début 2021. Au premier trimestre 2024, ils sont au nombre de 253 800.

Le volume des demandeurs d'emploi de longue durée remonte légèrement

Demandeurs d'emploi en fin de mois

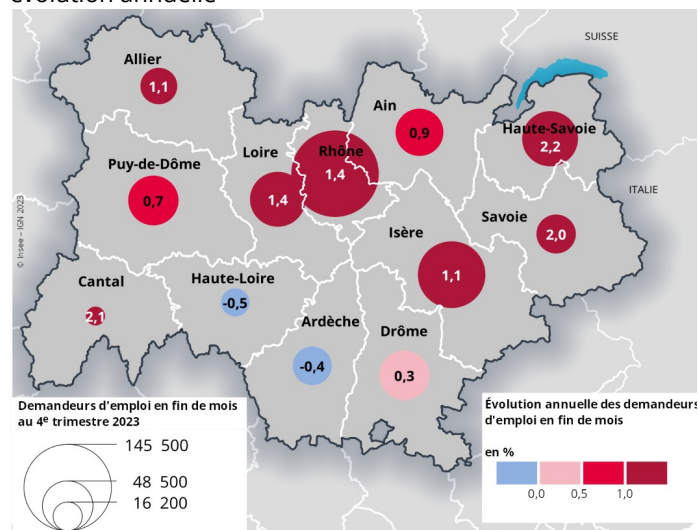


Sources : France Travail, DARES, STMT – demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO (base 100 au 1^{er} trimestre 2017).

Fin mars 2024, l'évolution du nombre de demandeurs d'emploi, calculée sur une année glissante, s'élève à +1,1 % dans la région. Elle est à la baisse dans seulement deux départements, l'Ardèche (-0,4 %) et la Haute-Loire (-0,5 %). La croissance est la plus importante en Haute-Savoie (+2,2 %), suivie par le Cantal (+2,1 %) et la Savoie (+2,0 %).

Une hausse du nombre de demandeurs d'emploi dans quasiment tous les départements

Demandeurs d'emploi à la fin du premier trimestre 2024 et évolution annuelle

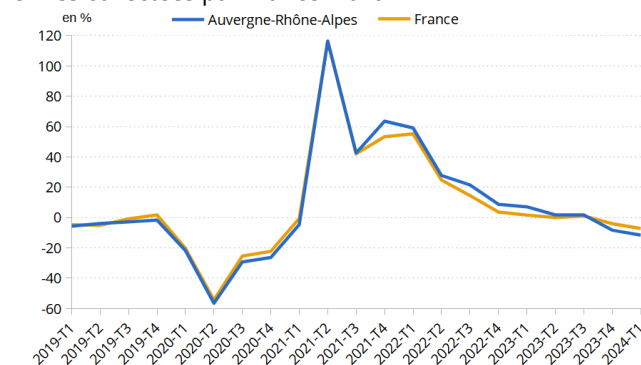


Sources : France Travail, DARES, STMT – demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO.

Au premier trimestre 2024, le nombre d'offres d'emploi collectées par France Travail recule sur un trimestre et sur une année (respectivement -2,8 % et -11,7 % en un an en Auvergne-Rhône-Alpes, contre -1,7 % et -7,3 % en France).

Les offres d'emploi sont en repli au 1^{er} trimestre 2024

Offres collectées par France Travail

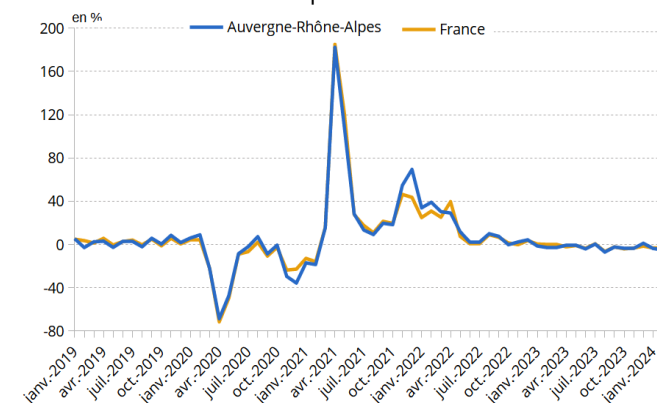


Sources : France Travail, DARES, STMT – évolution du nombre d'offres collectées par France Travail en données CVS-CJO, en glissement annuel.

Fin avril 2024, les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) diminuent de 2,8 % par rapport à leur niveau de l'année précédente, après -1,3 % en mars et +5,7 % en février. Cette baisse est un peu moins importante qu'au niveau national.

Baisse du nombre de déclarations préalables à l'embauche

Évolution des déclarations préalables à l'embauche



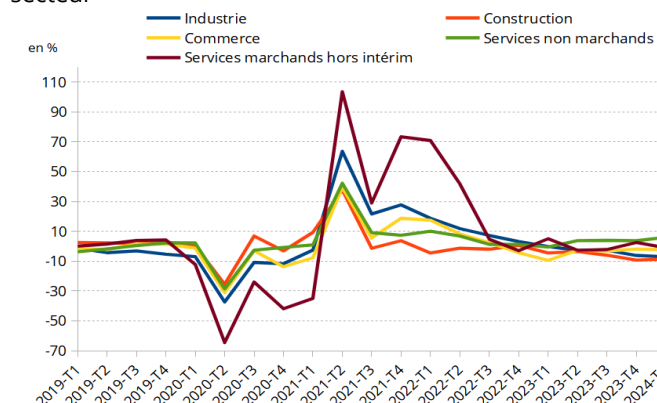
Champ : Régime général hors intérim.

Source : Urssaf – évolution du nombre de DPAE en données CVS, en glissement annuel.

Au premier trimestre 2024, les DPAE sont en baisse dans tous les grands secteurs d'activité, sauf dans les services non marchands (+6,0 % sur un an). Elles se replient le plus fortement dans la construction (-8,5 %) et l'industrie (-7,0 %).

Les DPAE augmentent seulement dans les services non marchands

Évolution des déclarations préalables à l'embauche par grand secteur



Champ : régime général hors intérim.

Source : Urssaf – évolution du nombre de DPAE en données CVS, en glissement annuel.

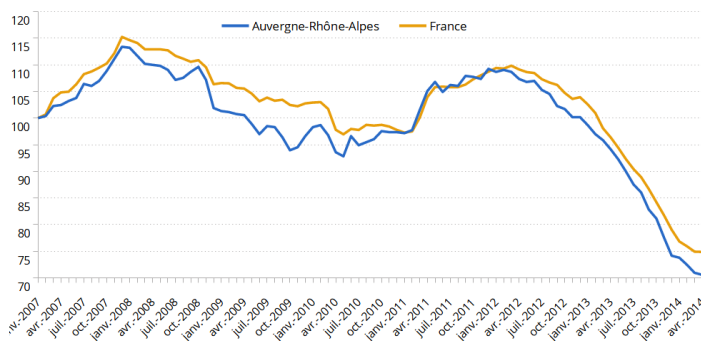
ZOOMS SECTORIELS

Construction

Le nombre de mises en chantier poursuit sa baisse avec, à fin avril 2024, 37 400 logements commencés en cumul annuel. Comme en France, il est à son plus bas niveau depuis plus de 20 ans.

Des mises en chantier au plus bas

Nombre de logements commencés

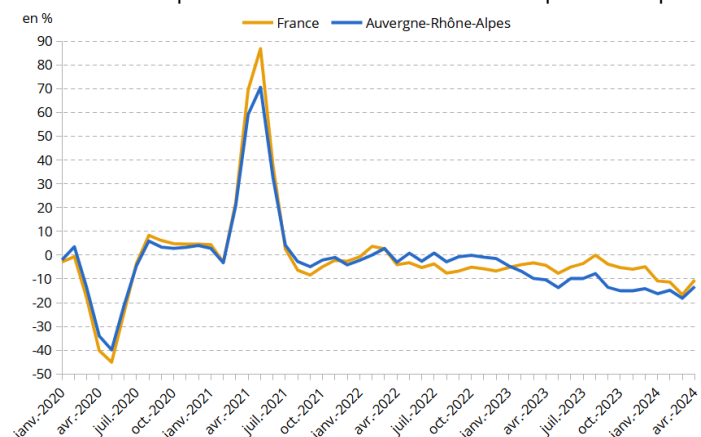


Source : SDES, Sit@del2 (cumul sur 12 mois en date réelle), données mensuelles consultées le 27 juin 2024 (base 100 au 1^{er} janvier 2017).

La production de béton prêt à l'emploi, calculée sur trois mois glissants (de février à avril 2024), diminue de 13,2 % par rapport à l'année précédente, contre -10,4 % au niveau national.

La production de béton continue de baisser

Évolution de la production trimestrielle de béton prêt à l'emploi



Note : Cumul sur trois mois - Unité : % d'évolution par rapport à la même période de l'année précédente.

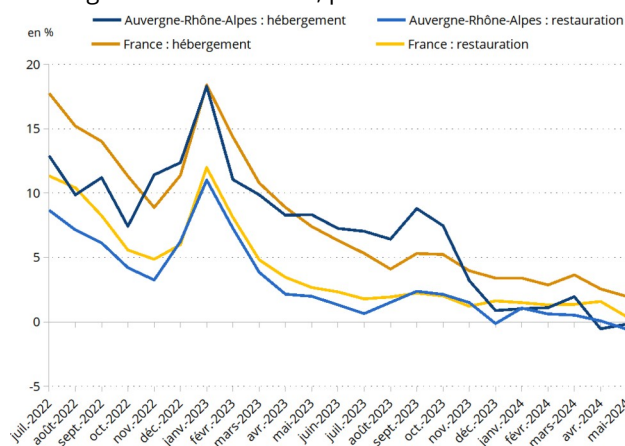
Source : UNICEM (données brutes, non CVS, non CJO) arrêtées au 30 avril 2024, traitement CERC ARA.

Hébergement – restauration

L'activité du secteur de la restauration, mesurée par le volume d'heures rémunérées, est toujours ralentie en mai 2024. En glissement annuel, l'activité diminue de 0,6 % en mai 2024, après -0,5 % en avril et +2,0 % en mars. Dans l'hébergement, l'activité se replie aussi (+0,6 %) en mai par rapport au même mois de 2023, après +0,1 % le mois précédent.

La restauration et l'hébergement ralentissent

Évolution, par rapport à la même période de l'année précédente, du volume d'heures rémunérées dans l'hébergement-restauration, par secteur



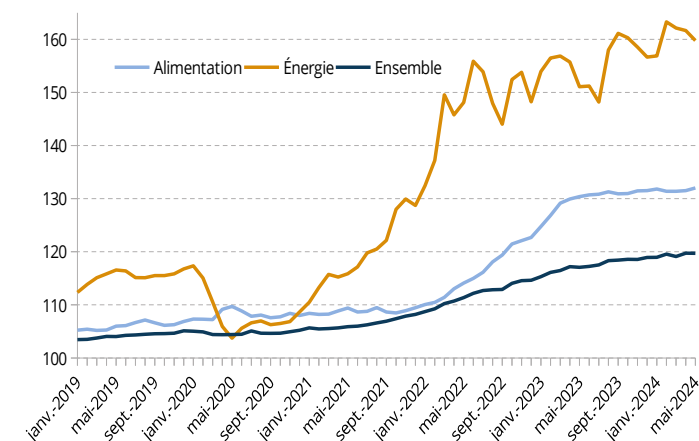
Source : DSN, traitements Insee – glissement en % – données mensuelles au 27 juin 2024.

PRIX

L'indice des prix à la consommation (indicateur national) continue d'augmenter à un rythme modéré par rapport aux mois précédents (+2,3 % en mai 2024 après +2,2 % en avril). L'alimentation comme l'énergie accélèrent en mai 2024, avec respectivement +1,3 % et +5,7 %, contre +1,2 % et 3,8 % le mois précédent.

Indice des prix à la consommation : une hausse encore supérieure à 2,3 % en mai 2024

Indice des prix à la consommation

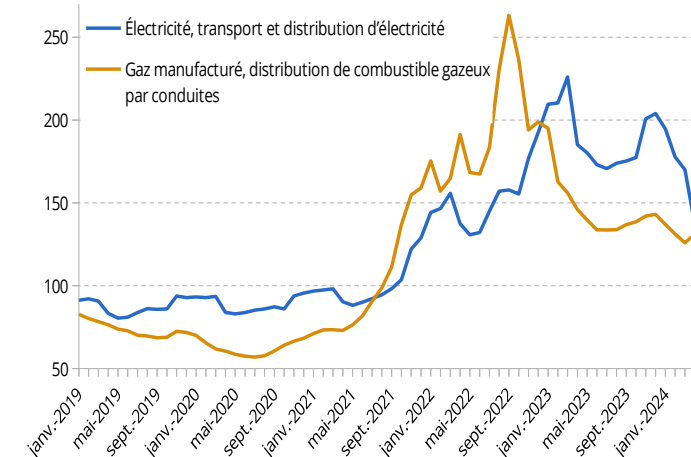


Source : Indice des prix à la consommation – Base 2015 - Ensemble des ménages – France – données arrêtées au 14 juin 2024.

Après une forte hausse fin 2023, les prix (nationaux) de production de l'électricité, incluant son transport et sa distribution, diminuent fortement en avril 2024 (-29,5 % sur un trimestre et -25,8 % sur un an). Les prix de production du gaz, incluant sa distribution par conduites, sont également en baisse en mars (-4,4 % en rythme trimestriel, -10,3 % en annuel).

Indice des prix de production : baisse pour le gaz et l'électricité

Indice des prix de production



Source : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – Base 2021 - données arrêtées au 31 mai 2024.

Note : En raison d'un rebasement des indices de prix de production (passage de la base 2015 à la base 2021), les valeurs ne sont pas comparables avec celles du graphique du numéro précédent.

CONSOMMATION, CRÉDIT ET ÉPARGNE

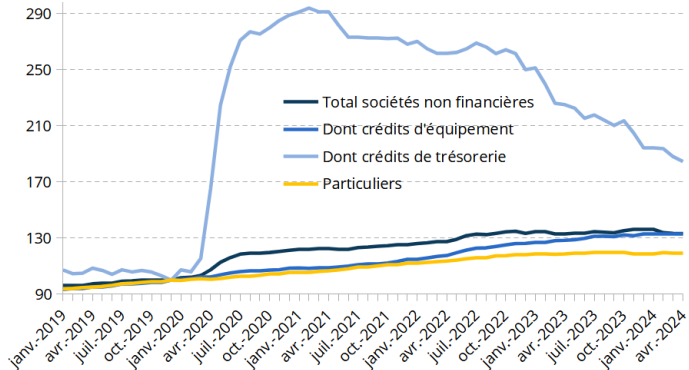
Les encours de crédits accordés aux sociétés non financières et aux particuliers sont constitués pour l'essentiel des crédits immobiliers, des crédits à l'équipement et des crédits de trésorerie.

Les encours de crédits des sociétés non financières diminuent légèrement de janvier à mars 2024, après trois mois de hausse. Les crédits de trésorerie sont en baisse depuis novembre. Après une fin d'année hésitante, les crédits accordés aux particuliers diminuent légèrement depuis février, mettant fin à une augmentation lente et régulière depuis plusieurs années.

Les encours de crédits connaissent une légère hausse

Évolution des encours de crédits accordés

Indice base 100 en décembre 2019



Note : Données mensuelles brutes. Moyenne estimée pour le mois d'août, données août 2023 non disponibles à date.

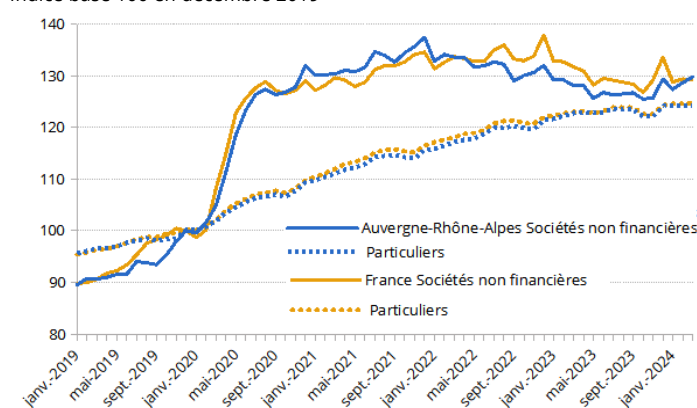
Source : Banque de France.

Les encours de dépôts des sociétés non financières progressent de nouveau en février et mars après une légère baisse en janvier. Les encours de dépôts des particuliers stagnent depuis décembre 2023.

Les encours de dépôts régionaux augmentent en décembre 2023

Évolution des encours de dépôts

Indice base 100 en décembre 2019



Note : Données mensuelles brutes. Moyenne estimée pour le mois d'août, données août 2023 non disponibles à date.

Source : Banque de France.

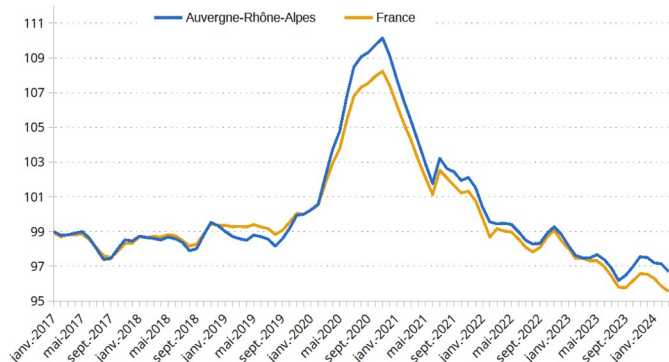
INDICATEURS SOCIAUX

Le nombre d'allocataires du RSA diminue légèrement entre janvier et mars 2024 après trois mois de hausse. Avec 5 300 bénéficiaires de moins que fin 2019, le nombre d'allocataires est inférieur à celui d'avant-crise sanitaire et reste à un niveau bas.

Le nombre d'allocataires du RSA reste faible

Bénéficiaires du RSA

Indice base 100 en décembre 2019



Note : Données brutes en fin de mois. Les données des cinq derniers mois sont provisoires.

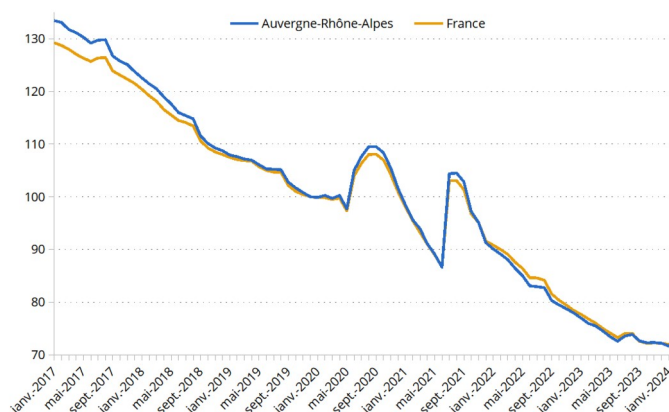
Sources : Cnaf, estimations DREES pour les données provisoires ; MSA – données consultées au 27 juin 2024.

Le nombre d'allocataires de l'allocation de solidarité spécifique (ASS ; attribuée sous conditions de ressources après épuisement des droits au chômage) diminue jusqu'en février 2024 après un léger rebond à l'été 2023. Fin février, 22 700 bénéficiaires, soit 28,6 % de moins qu'avant la crise sanitaire, perçoivent cette allocation dans la région.

Le nombre d'allocataires de l'ASS est au plus bas

Bénéficiaires de l'ASS

Indice base 100 en décembre 2019



Note : Données brutes en fin de mois. Les données des cinq derniers mois sont provisoires.

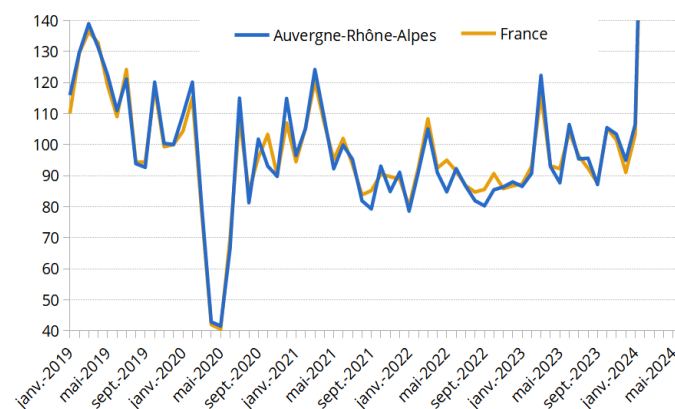
Sources : Cnaf, estimations DREES pour les données provisoires ; MSA – données consultées au 27 juin 2024.

Avec 3 600 dossiers déposés d'avril à juin 2024, le surendettement est en hausse par rapport au deuxième trimestre de 2023 (+14 %).

Surendettement : hausse du nombre de dossiers déposés par rapport au premier trimestre 2023

Évolution du nombre de dossiers de surendettement déposés

Indice base 100 en décembre 2019



Source : Banque de France, séries brutes mensuelles.